

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

# Projet de budget 2013 de l'Etat de Genève

20 septembre 2012



[www.ge.ch/finances](http://www.ge.ch/finances)

# Rappel : PFQ 2012-2015

- ◆ La **crise de l'euro** de l'été 2011 a marqué un tournant, dégradant les perspectives financières de notre canton
- ◆ Le Conseil d'Etat avait anticipé ces répercussions en prévoyant des **mesures d'économies** et **d'augmentation des revenus** dans le PFQ 2012-2015 présenté le 23 novembre 2011
- ◆ Deux catégories étaient prévues: mesures **immédiates et non conditionnelles**, et mesures **conditionnelles**, au cas où la crise prendrait un tour dramatique
- ◆ Le PFQ 2012-2015 fixait l'objectif du **retour à l'équilibre au budget 2014**

# Impact sur les charges des mesures non conditionnelles du PFQ 2012-2015

## Réductions de charges : effet cumulé de **146 millions** sur le budget 2013

- ◆ Diminution de 1% des charges "contrôlables" pour financer des dépenses nouvelles et prioritaires
- ◆ Suspension de l'indexation des salaires sans effets en raison de l'absence d'inflation
- ◆ Mesures d'économies liées aux prestations complémentaires.
- ◆ Suspension de l'annuité des fonctionnaires en 2012, annuité complète en 2013
- ◆ Baisse du taux d'intérêt débiteur de l'AFC (mesure nouvelle).

# Impact sur les revenus des mesures non conditionnelles du PFQ 2012-2015

## Recettes supplémentaires : effet cumulé de **116 millions** sur le budget 2013

### Mesures acceptées :

- ◆ Redevance temporaire extraordinaire des SIG
- ◆ Augmentation de la part de bénéfice reversée par l'AIG
- ◆ Augmentation des tarifs de stationnement
- ◆ Baisse de la commission de perception de l'impôt à la source pour les employeurs
- ◆ Augmentation du taux d'intérêt créancier de l'AFC (nouvelle mesure)

### Mesures refusées :

- ◆ 3 projets d'augmentation d'impôts pour un total de 52 millions en 2013

### Mesures en suspens :

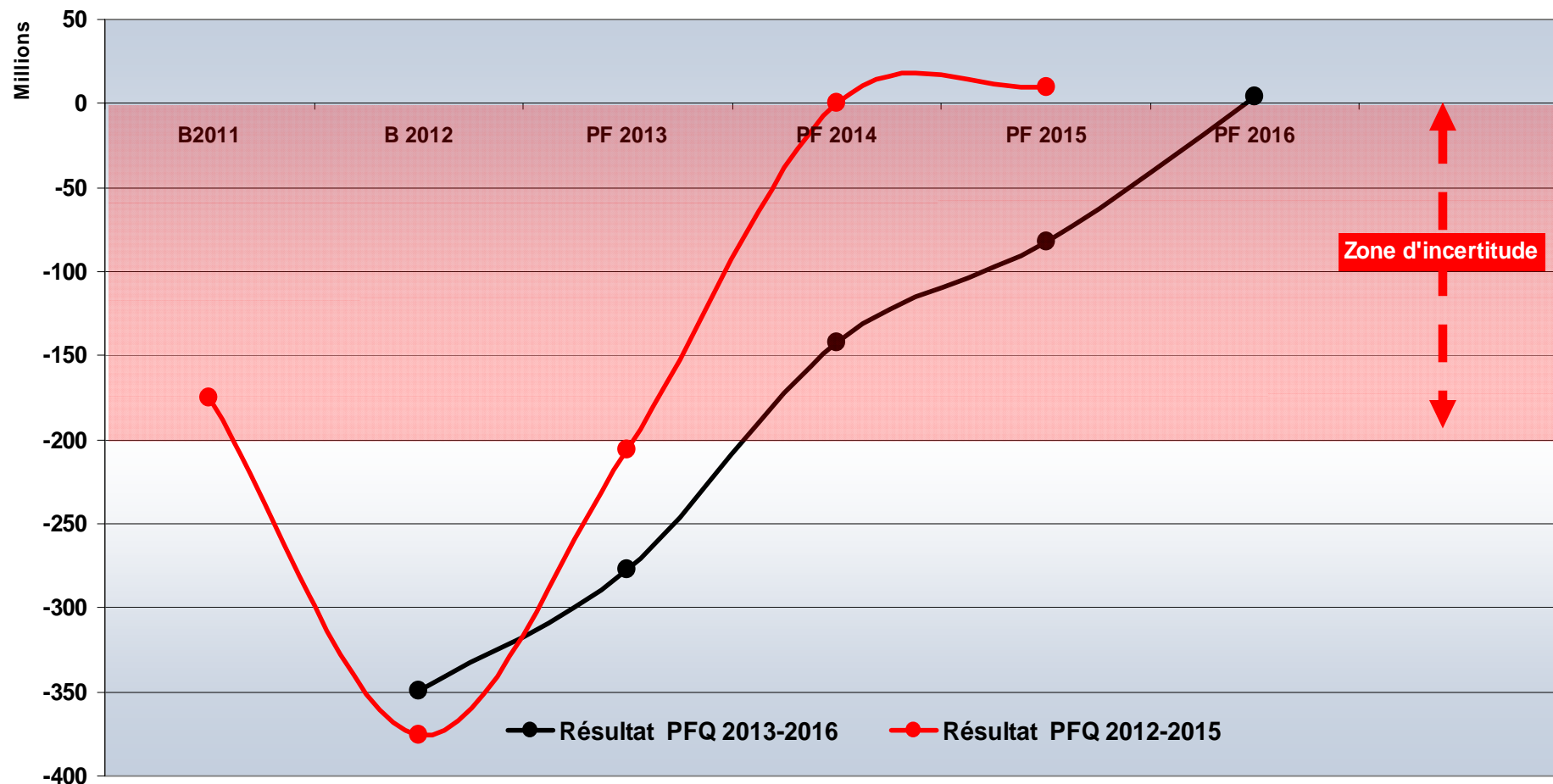
- ◆ Indexation partielle de la valeur fiscale des immeubles (31 millions) sera traitée dans les mois à venir par le Grand Conseil
- ◆ La taxe sur l'électricité fera l'objet d'un réexamen en fonction des décisions au niveau fédéral



# Constats

- ◆ Les mesures acceptées par le Grand Conseil ne suffisent pas à respecter la planification
- ◆ Le Grand Conseil n'est pas disposé à voter des augmentations d'impôts
- ◆ L'exercice 2012 sera déficitaire (caisse de pensions) et l'exercice 2013 le sera probablement
- ◆ Il sera très difficile de présenter un budget 2014 à l'équilibre
- ◆ La croissance économique devrait connaître un ralentissement structurel à Genève

# Comparaison PFQ 2012-2015 et PFQ 2013-2016



# Stratégie de l'atterrissage en douceur

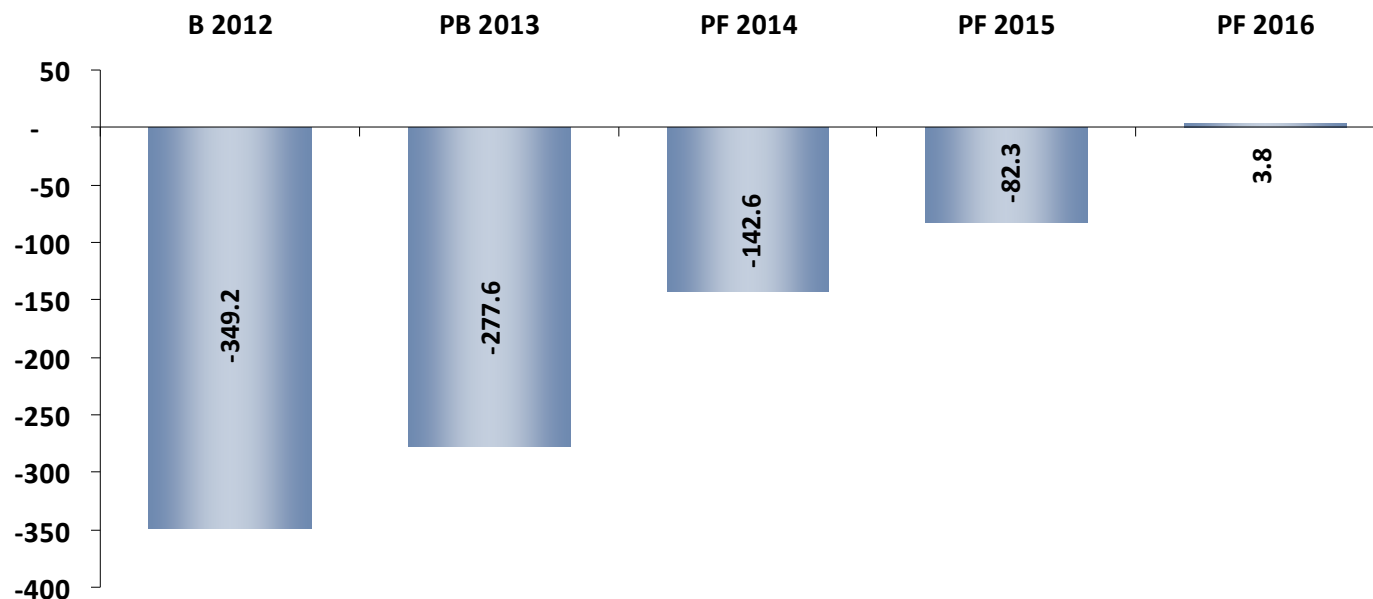
- ◆ Abandon des mesures conditionnelles
- ◆ Limitation de la croissance des charges à 1,5% pour les quatre prochaines années
- ◆ Renoncer aux coupes linéaires, réduire les dépenses nouvelles et cibler les économies
- ◆ Plafonner les investissements nets à 500 millions
- ◆ Accepter l'éventualité de la mise en œuvre du frein à l'endettement et la préparer soigneusement

# Le PFQ 2013-2016

PFQ 2013 - 2016

	B2012	Var 2013	PB2013	Var 2014	PF 2014	Var 2015	PF 2015	Var 2016	PF 2016	Var 2016-2013
PFQ Total										
Charges	7'970.6	1.8%	8'111.8	1.2%	8'209.4	1.7%	8'348.7	1.5%	8'474.1	6.3%
Revenus	7'621.4	2.8%	7'834.2	3.0%	8'066.8	2.5%	8'266.5	2.6%	8'477.8	11.2%
Résultat	-349.2		-277.6		-142.6		-82.3		3.8	

Evolution du résultat - PFQ 2013-2016



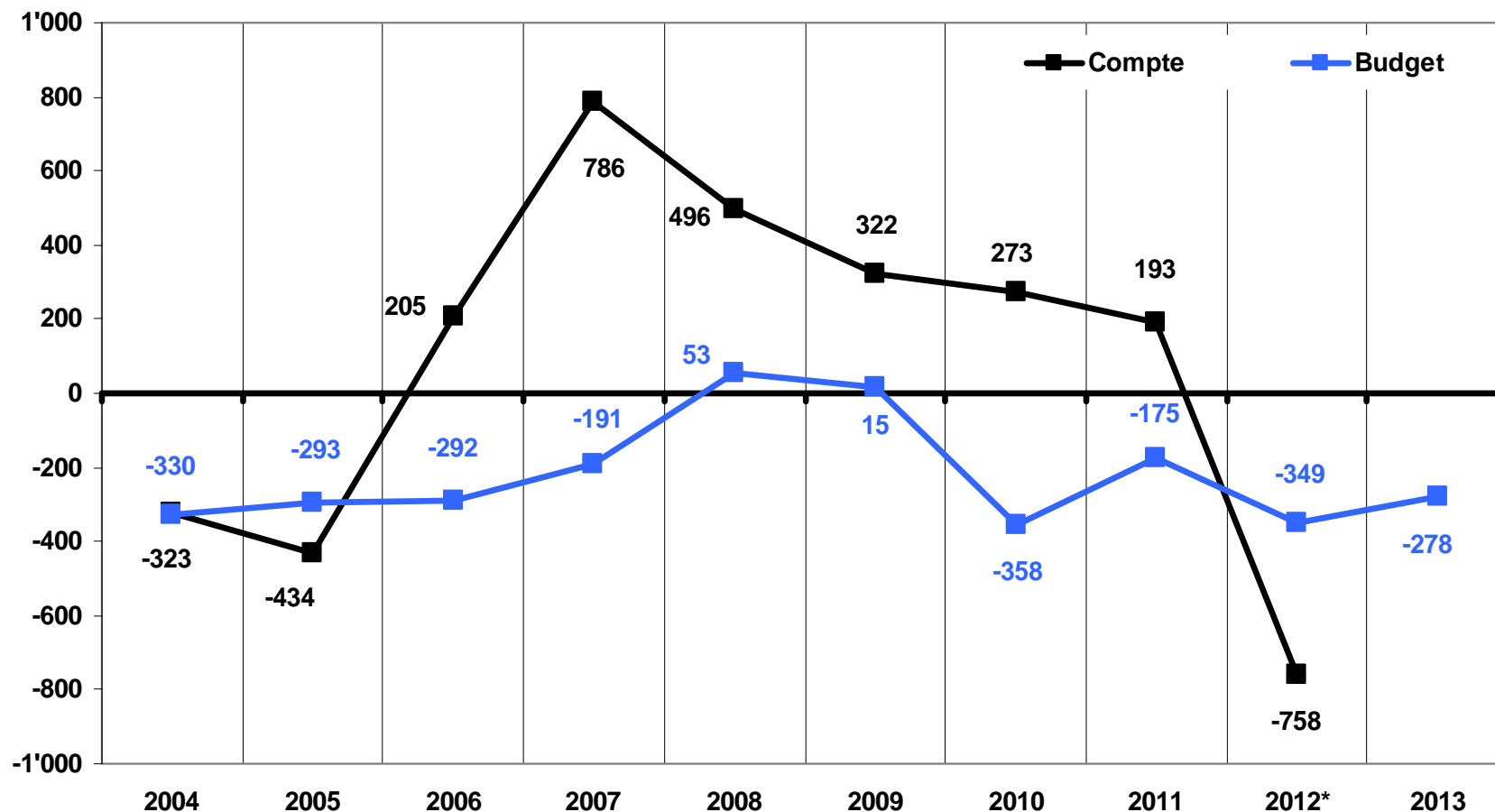


# Evolution comparée budgets et comptes

Performance de l'Etat de Genève

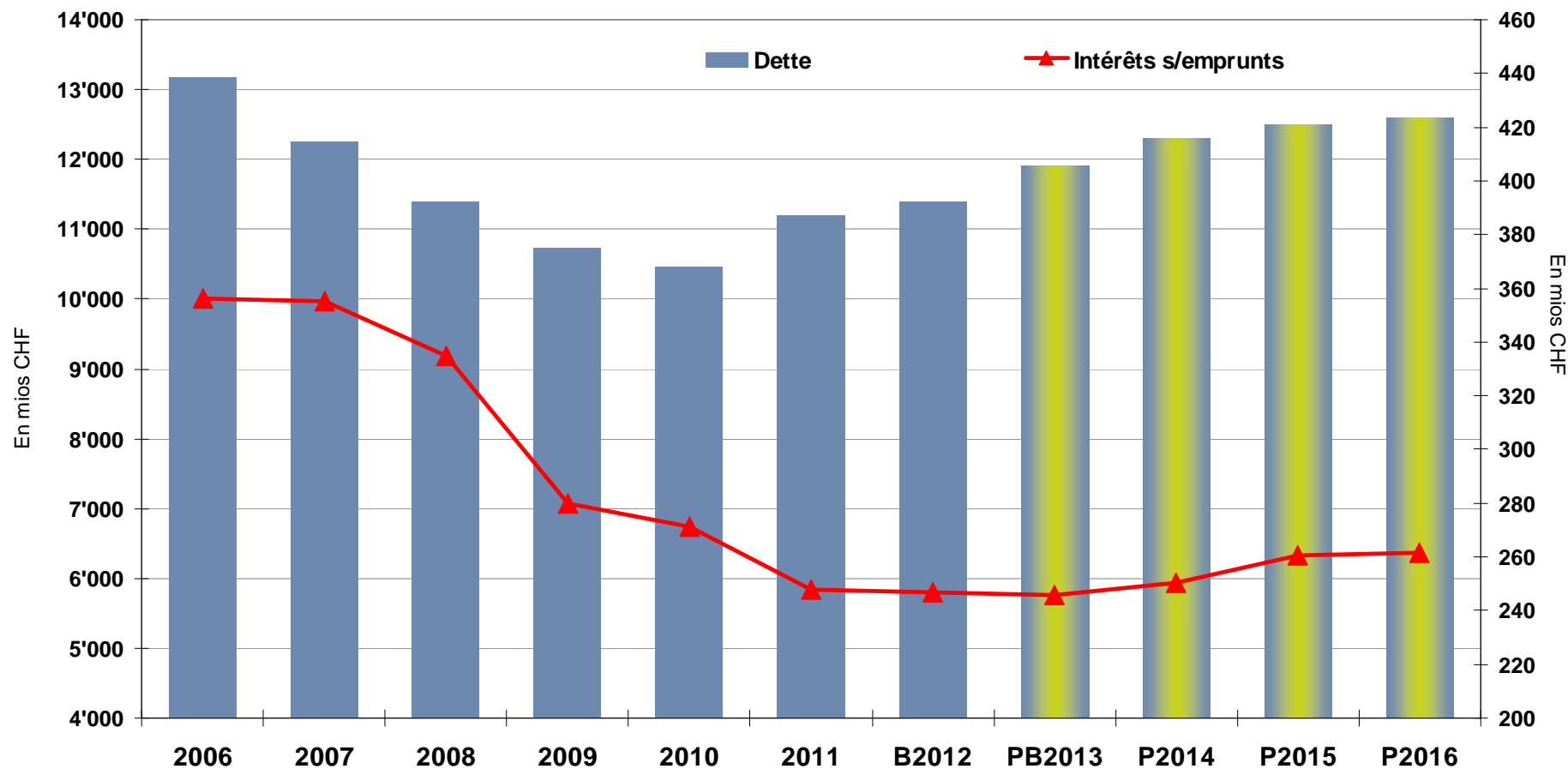
Résultat net du budget et des comptes de l'Etat de Genève

en millions CHF



\* Les chiffres pour les comptes 2012 sont des projections

# Evolution prévue de la dette et des intérêts



# Le projet de budget 2013 en bref

en millions de francs

Le projet de budget 2013 en bref	PB 2013	B 2012	Var PB13-B12
<b>Revenus de fonctionnement</b>	<b>7'834</b>	<b>7'621</b>	<b>+2.8%</b>
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>8'112</b>	<b>7'970</b>	<b>+1.8 %</b>
<b>Résultat net</b>	<b>-278</b>	<b>-349</b>	

- ◆ **Charges** : croissance conforme à la planification 2012-2015 mais légèrement supérieure au taux de 1,5% fixé pour le PFQ 2013-2016
- ◆ **Revenus** : croissance soutenue par rapport au budget 2012 (+213 millions) mais inférieure de 74 millions à la planification 2012-2015
- ◆ **Résultat** : amélioration de 72 millions de francs seulement par rapport au budget 2012.



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

[www.ge.ch/finances](http://www.ge.ch/finances)

Page 11

# Contexte conjoncturel

# Un environnement plus incertain que jamais

## Conjoncture mondiale



- ◆ Persistance de la crise des dettes souveraines en Europe, croissance ralentie aux Etats-Unis de même que dans les grands pays émergents
- ◆ Tendances à moyen terme impossibles à dégager
- ◆ Accumulation de risques

# Un environnement plus incertain que jamais

## Conjoncture Suisse



- ◆ Léger fléchissement de l'économie au 2<sup>e</sup> trimestre (PIB à -0,1% après +0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre)
- ◆ Estimations de juin du SECO (PIB +1,4% en 2012 et +1,5% en 2013) probablement revues à la baisse

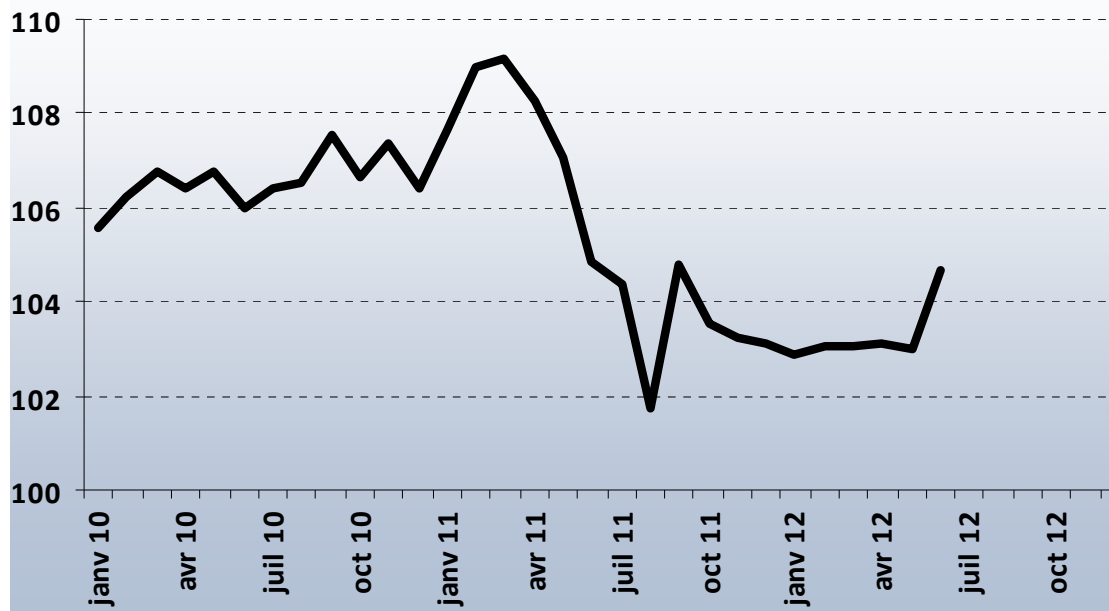
## Mais...

- ◆ Baromètre conjoncturel du KOF en hausse depuis plusieurs mois
- ◆ Stabilité du cours du franc suisse grâce aux interventions de la BNS

# Genève : croissance modérée en vue



Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT (déc. 1983 = 100)



- ◆ Le redressement de l'**indicateur avancé LEA-Pictet-OCSTAT** laisse augurer une évolution plutôt favorable de l'économie genevoise début 2013
- ◆ L'**indicateur avancé de l'emploi** indique une augmentation durant les mois à venir
- ◆ La croissance économique du canton devrait être **légèrement supérieure** à celle du PIB suisse en 2012 et en 2013



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

[www.ge.ch/finances](http://www.ge.ch/finances)

# Principales branches exportatrices

- ◆ **Services financiers** : situation difficile, légère amélioration ces derniers mois
- ◆ **QG de Multinationales** : coup de frein à l'installation de « QG ». Impact du ralentissement mondial sur les bénéfices. Possibles réductions d'effectifs
- ◆ **Négoce international** : appréciation circonspecte de la marche des affaires. Impact négatif du cours du franc suisse.
- ◆ **Genève internationale** : secteur fortement pénalisé par le cours du franc suisse, avec un risque de répercussions sur l'économie locale
- ◆ **Hôtellerie** : bonne résistance mais perspectives plutôt négatives pour le 2<sup>e</sup> semestre
- ◆ **Horlogerie et bijouterie** : continuent de jouer un rôle moteur
- ◆ **Chimie** : exportations en forte baisse
- ◆ **Biotechs** : coup de frein consécutif à la fermeture de **Merck Serono**





# Economie domestique

- ◆ **Construction** : marche des affaires satisfaisante dans le gros œuvre et dans le second œuvre
- ◆ **Immobilier** : diminution de l'activité durant le 1<sup>er</sup> semestre. Stabilisation des prix, voire baisses de prix dans certains cas
- ◆ **Services** : situation positive
- ◆ **Restauration et commerce de détail** : marche des affaires jugée très négative depuis plusieurs trimestres



# Travail et population

- ◆ **Chômage** : baisse continue de janvier à juillet 2012. Taux à son plus bas niveau depuis dix ans. Légère progression en août
- ◆ **Aide sociale** : forte progression des dossiers auprès de l'Hospice général depuis deux ans
- ◆ **Emploi** : poursuite de la croissance, mais de manière moins dynamique (1,2% au 1<sup>er</sup> semestre, soit +2'900 emplois). Progression moins soutenue du nombre de **frontaliers** actifs
- ◆ **Masse salariale** : diminution nominale de 1,7% au 1<sup>er</sup> semestre 2012, malgré la progression de l'emploi. Effet probable de la diminution des rémunérations variables et de certains salaires de base dans le secteur financier
- ◆ **Population résidente** : croissance moins soutenue en 2012 (+0,7%)

# Recettes fiscales

# Vue d'ensemble

	C 2011	B 2012	PB 2013	Ecart PB 2013 - B 2012	
Personnes physiques (PP)	3'700.9	3'686.2	3'806.3	+120.1	+3.3%
Personnes morales (PM)	1'240.5	1'164.3	1'228.3	+64.0	+5.5%
Part cantonale aux recettes fédérales	483.8	387.6	411.9	+24.2	+6.2%
Impôts immobiliers	470.0	445.0	446.3	+1.3	+0.3%
Droits de succession	98.6	100.0	100.0	+0.0	+0.0%
Impôt sur les véhicules routiers et les bateaux	97.1	98.0	100.8	+2.8	+2.9%
Autres impôts	30.5	34.1	16.0	-18.1	-53.2%
<b>Total Impôts, taxes et droits</b>	<b>6'121.4</b>	<b>5'915.2</b>	<b>6'109.5</b>	<b>+194.3</b>	<b>+3.3%</b>

- ◆ La croissance de 3,3% (194,3 millions) se fonde sur les **prévisions de juin du GPE** (PIB suisse +1,5% en 2012 et +1,7% en 2013)
- ◆ La prévision du GPE sera probablement **revue à la baisse**.  
Il en sera tenu compte dans l'actualisation des prévisions fiscales de mi-octobre

# Recettes non-fiscales

- ◆ L'introduction de **taux différenciés** pour les intérêts rémunérateur (0,5%) et créancier (3%) de l'AFC génère une hausse des revenus estimée à **62 millions**

**À l'inverse, des diminutions influencent négativement le projet de budget :**

- ◆ La redevance supplémentaire versée par les SIG pour l'utilisation du domaine public (60 millions en 2012) a été abaissée par le Grand Conseil à **30 millions en 2013**
- ◆ Les revenus des confiscations et des émoluments du **Pouvoir judiciaire** sont en baisse de **21 millions en 2013** pour tenir compte des résultats les plus récentes
- ◆ Les revenus liés aux **locations-financement** diminuent suite à un ajustement des calculs pour l'Université (-4 millions) et les HUG (-7 millions). Ces diminutions sont compensées par des baisses de charges

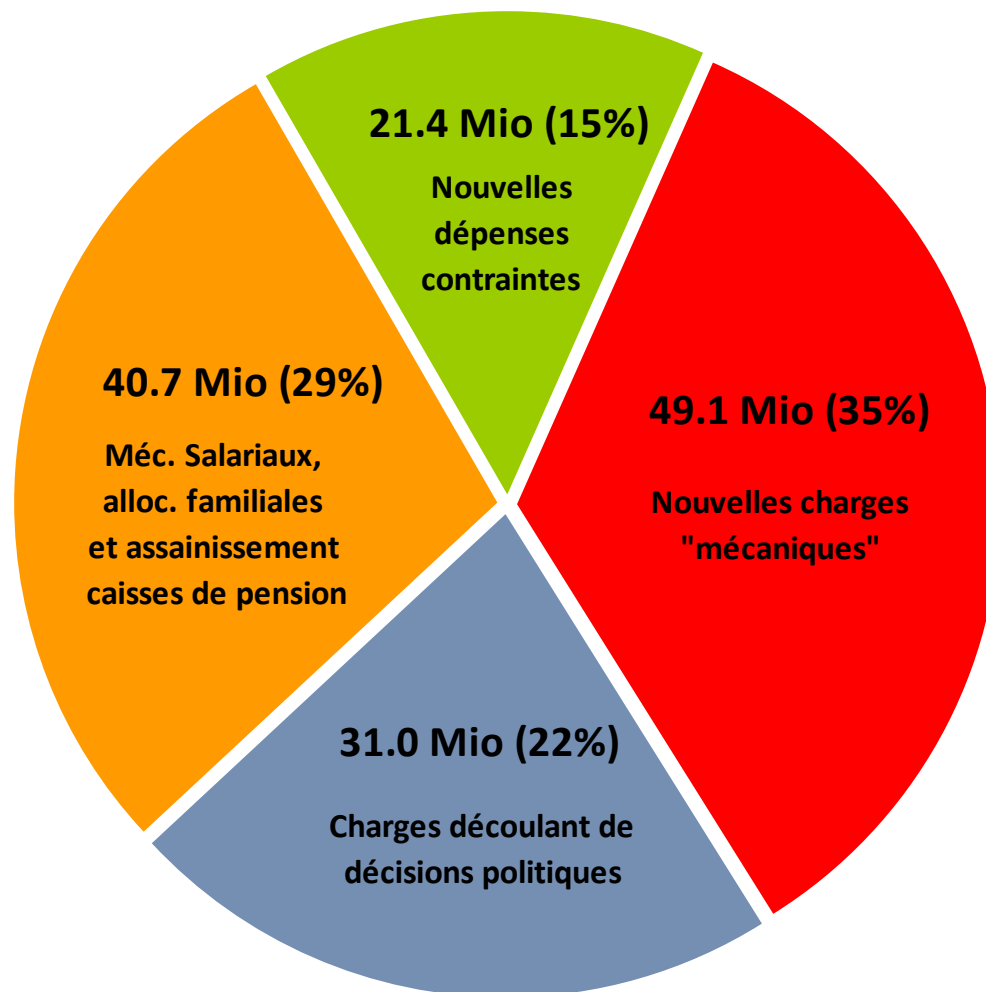


POST TENEBRAS LUX

# Charges

# Répartition par type des dépenses supplémentaires

Principales augmentations des charges au PB2013 par catégorie



# Variations par type de dépense

## **Nouvelles dépenses « contraintes » (obligations légales)**

- ◆ 21 millions, due principalement à la RPT (14 millions)

## **Nouvelles dépenses « mécaniques »**

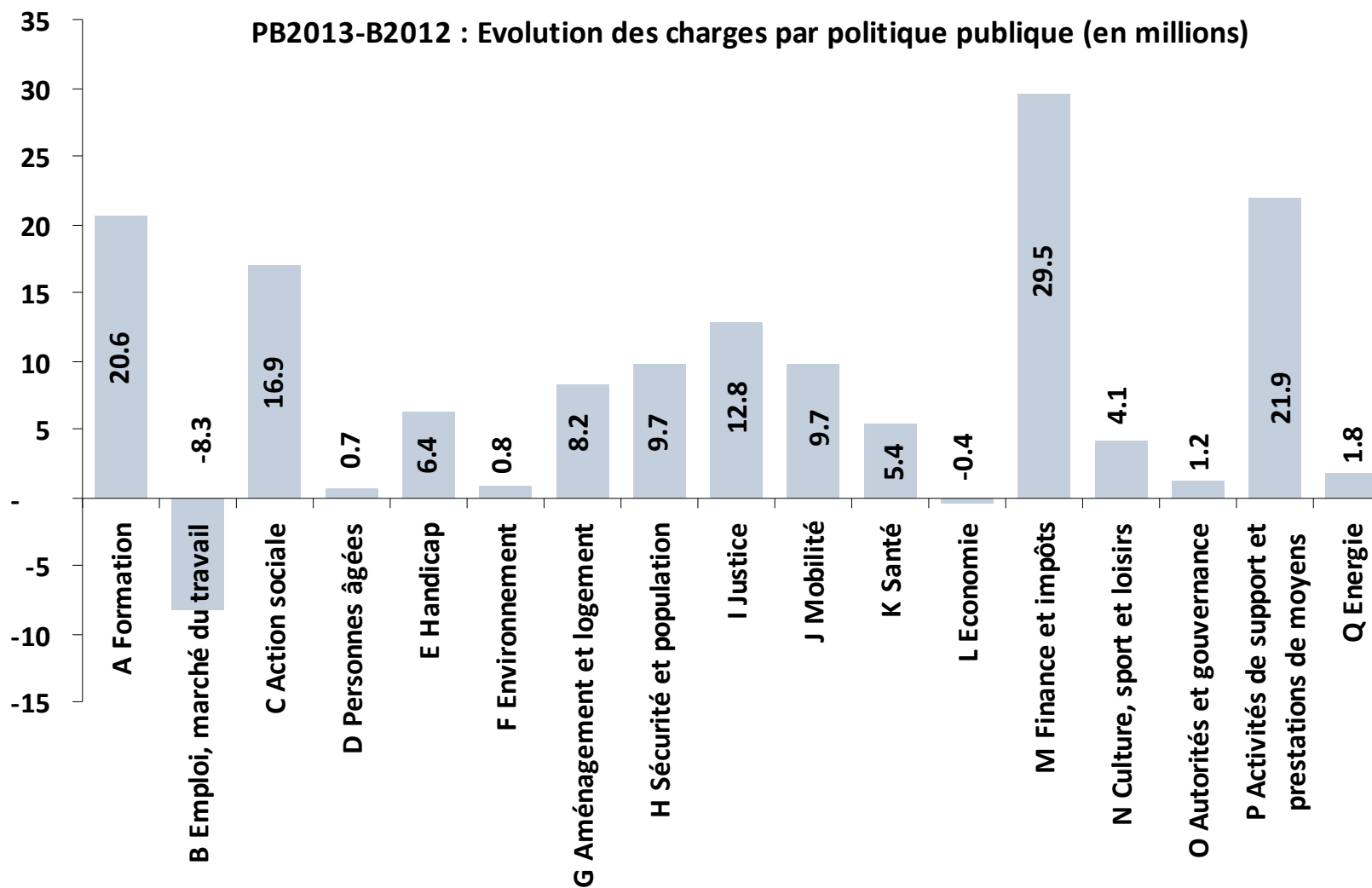
- ◆ 31 millions induits par des charges liées aux recettes fiscales
- ◆ 15 millions d'amortissements induits par les investissements

## **Dépenses liées aux mécanismes salariaux et aux charges sociales**

- ◆ 41 millions (mécanismes salariaux, allocations familiales, caisses de pension)



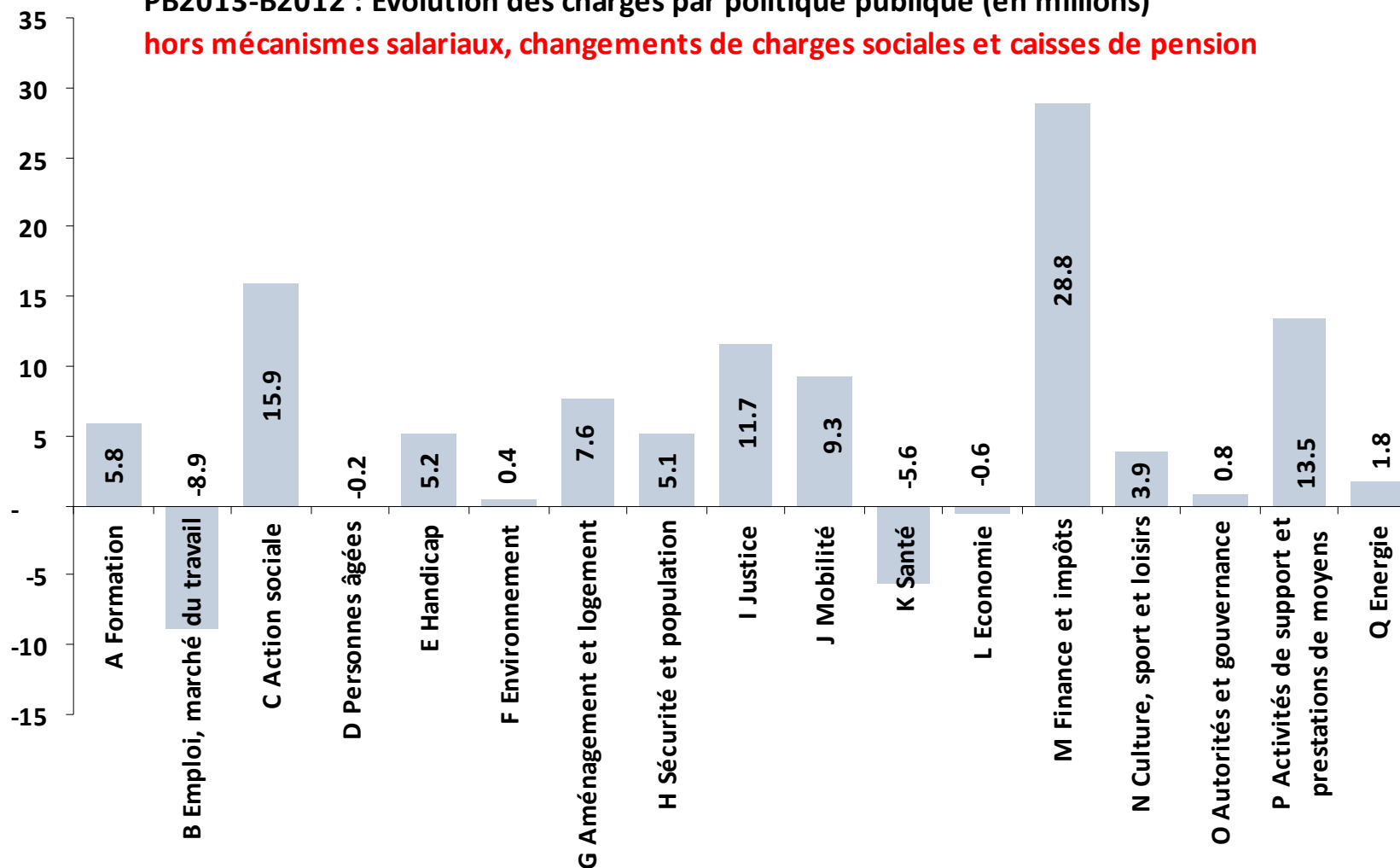
# Evolution par politique publique (millions de CHF)



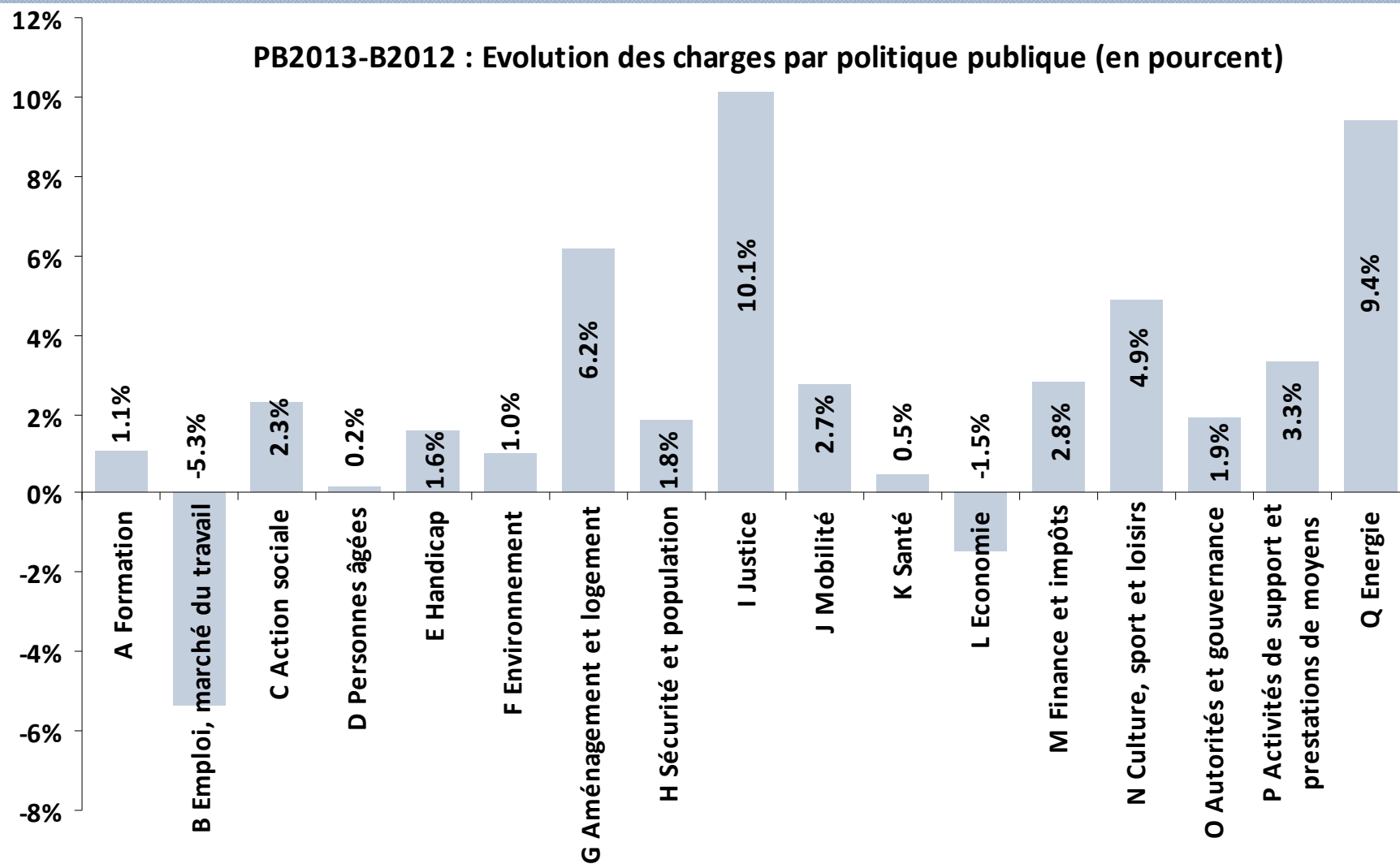
# Evolution hors effets salariaux (millions de CHF)

PB2013-B2012 : Evolution des charges par politique publique (en millions)

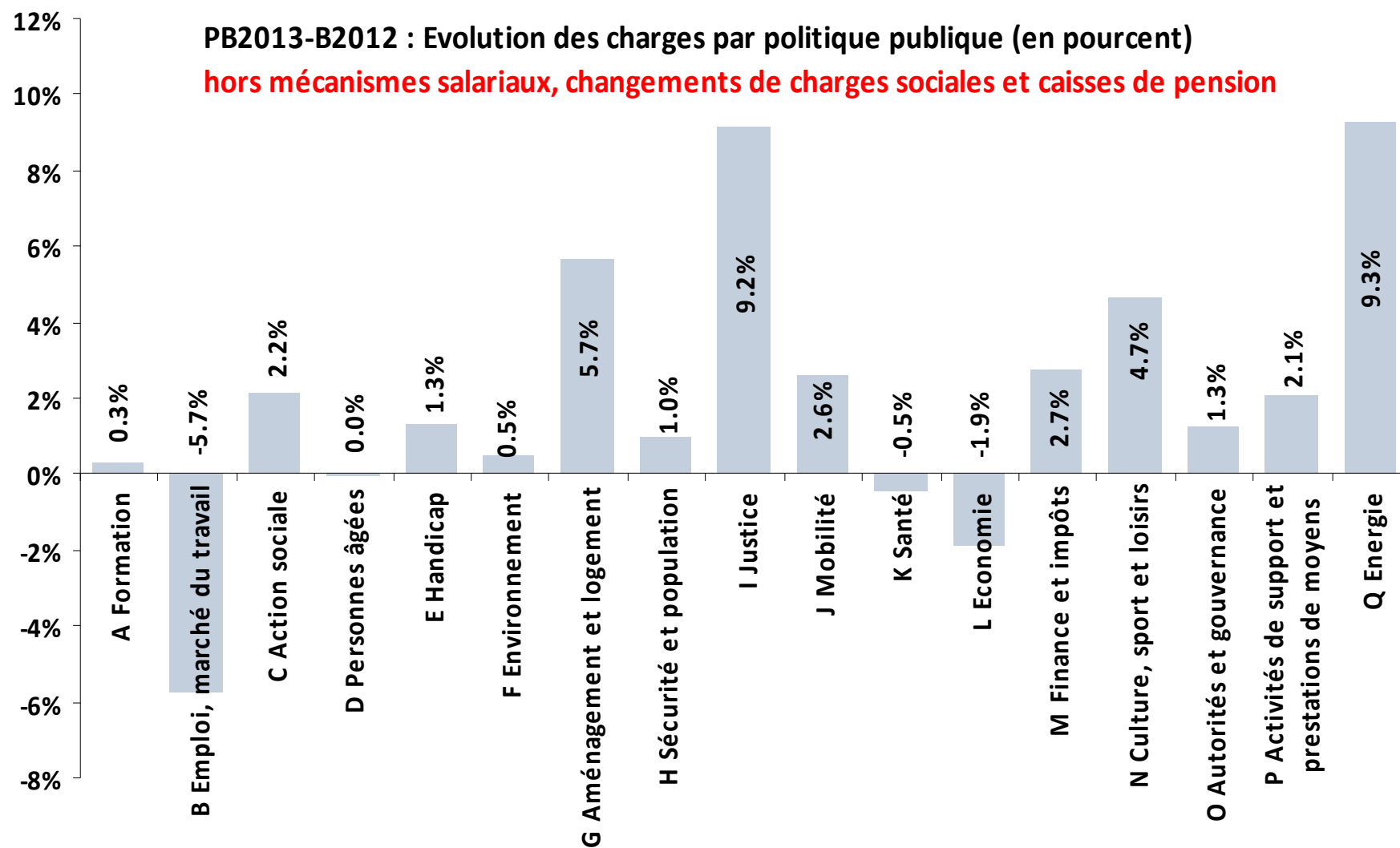
hors mécanismes salariaux, changements de charges sociales et caisses de pension



# Evolution par politique publique (%)



# Evolution hors effets salariaux (%)



# Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

## Formation

**+ 5,8 millions** de nouvelles dépenses nettes et **+ 123 ETP**

- ◆ Réforme du CO + 7,4 millions et + 55 ETP
- ◆ Augmentation du nombre d'élèves au PO + 4,9 millions et 51 ETP
- ◆ Frais de placement et mesures individuelles en pédagogie spécialisée + 7,3 millions
- ◆ Création de 11 postes PAT au PO (conversion de crédits francs en poste)
- ◆ Création de 18 postes au SPMI (conversion de crédits francs en postes)
- ◆ Renforcement des heures d'ouverture du foyer de Mancy + 1,6 millions et 5 ETP
- ◆ Hautes écoles, principalement hausse des effectifs en HES + 2,3 millions
- ◆ **Plan d'économie de - 20,7 millions et -17,4 ETP**

# Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

## Sécurité et population

**+ 10 millions** de nouvelles dépenses nettes et **+ 70 ETP**

◆ **Police : + 4 millions et 50 ETP**

- ◆ 35 policiers et 15 assistants de sécurité publique  
(pour décharger les policiers de tâches administratives)

◆ **Office pénitentiaire : +6 millions et 20 ETP**

- ◆ 1ère étape Curabilis et mise à niveau sécurité des établissements de détention
- ◆ Amélioration de l'accompagnement des détenus durant/après l'incarcération
- ◆ Renforcement de la direction générale

# Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

## Justice

**+ 11 millions** de nouvelles dépenses nettes et **+ 66 ETP**

- ◆ Création du Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (TPAE)
- ◆ Normalisation du fonctionnement des juridictions et services suite au nouveau droit de procédure fédéral et à la nouvelle organisation
- ◆ Renforcement de la filière pénale

# Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

## Mobilité

**+ 9 millions** de nouvelles dépenses nettes

- ◆ **+ 6 millions** pour les TPG dans le cadre de la mise en œuvre du plan directeur des transports collectifs 2011-2014 (tenant compte d'une économie de 4 millions)
- ◆ **+ 2 millions** de contributions à la ville de Genève pour l'entretien des routes à caractère cantonal
- ◆ **+ 1 million** d'indemnités aux CFF pour les trains régionaux suite au changement de matériel roulant sur la ligne Genève - La Plaine et à l'augmentation des capacités sur la ligne Lancy Pont Rouge-Coppet



# Principales hausses découlant de choix politiques

hors mécanismes salariaux et cotisations LPP

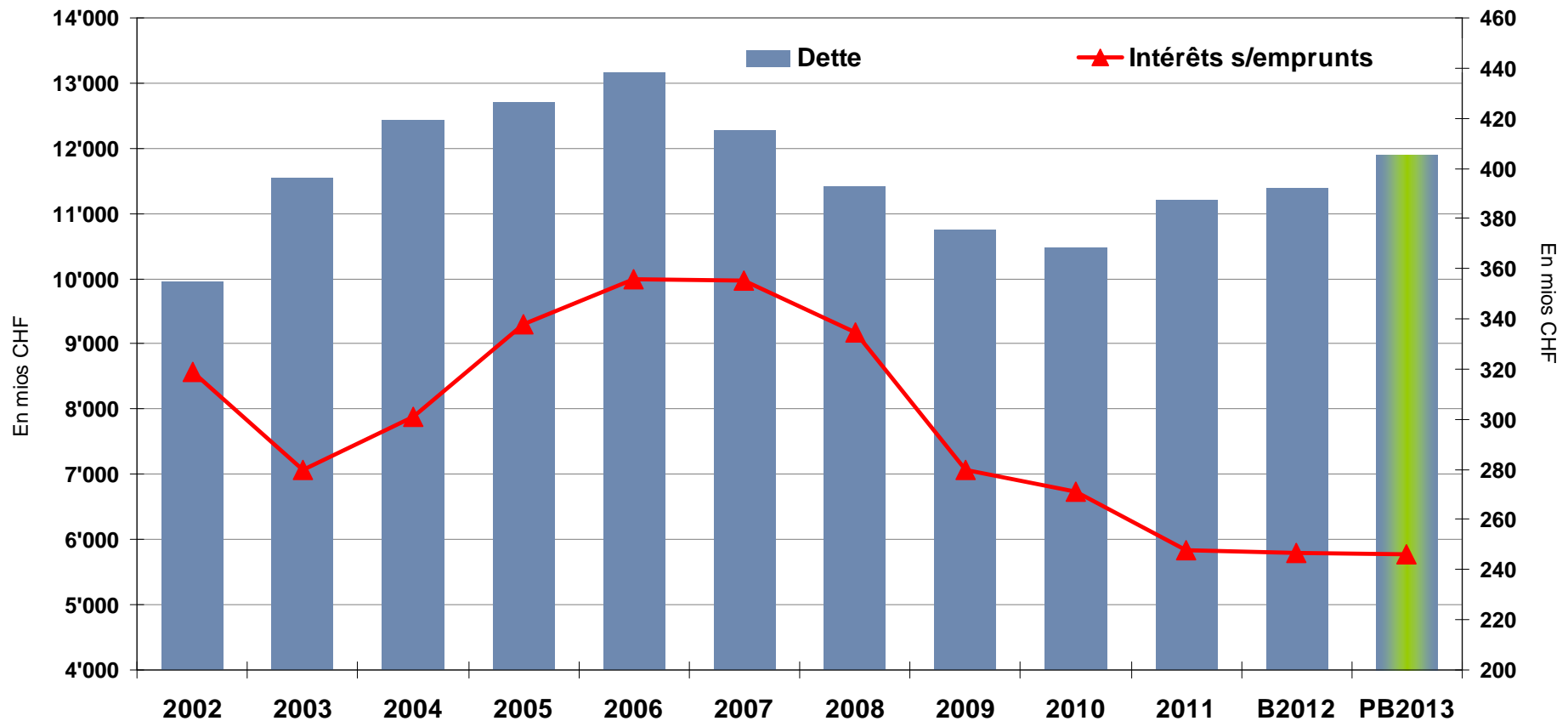
## Action sociale

- ◆ **+ 8,6 millions** pour financer les nouvelles prestations complémentaires (introduction de la loi 10600) en faveur des familles en situation de précarité économique

## Aménagement et logement

- ◆ **+ 6,9 millions** pour l'assainissement énergétique des bâtiments (provisions pour couvrir les promesses de subventions du bonus conjoncturel à l'énergie )

# Evolution de la dette et des intérêts



- ◆ Le niveau projeté de la dette se monte à 11,5 milliards à fin 2012 et à 11,9 milliards à fin 2013
- ◆ Les intérêts passifs de la dette diminuent de 1 million à 246 millions au projet de budget 2013, sur la base des niveaux de taux d'intérêts projetés

# Investissements

# Réduction des investissements

Le projet de budget traduit la détermination du Conseil d'Etat à **maîtriser** l'évolution de la dette et des charges futures induites par les investissements en cours

- ◆ Le total des **investissements nets\*** prévus en 2013 se monte à **526 millions**, soit près de **30% de moins** qu'au budget 2012
- ◆ Les **dépenses d'investissement** diminuent à **702 millions**
- ◆ Les **recettes d'investissement\*** se stabilisent à **176 millions**

\*Y compris location-financement

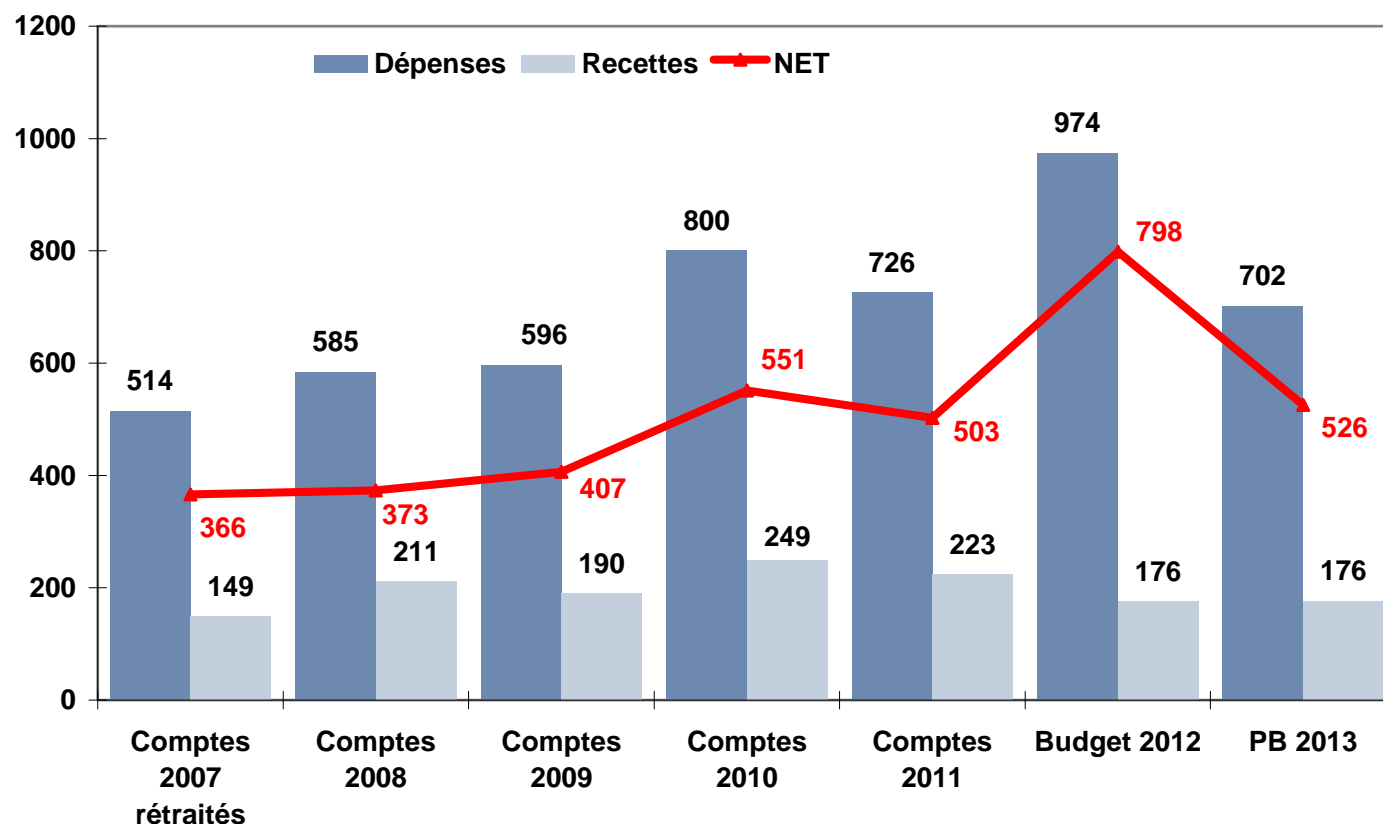


# Inversion de tendance

## Evolution des investissements sur la période 2007-2013

(Hors effets transferts d'actifs)

en millions CHF



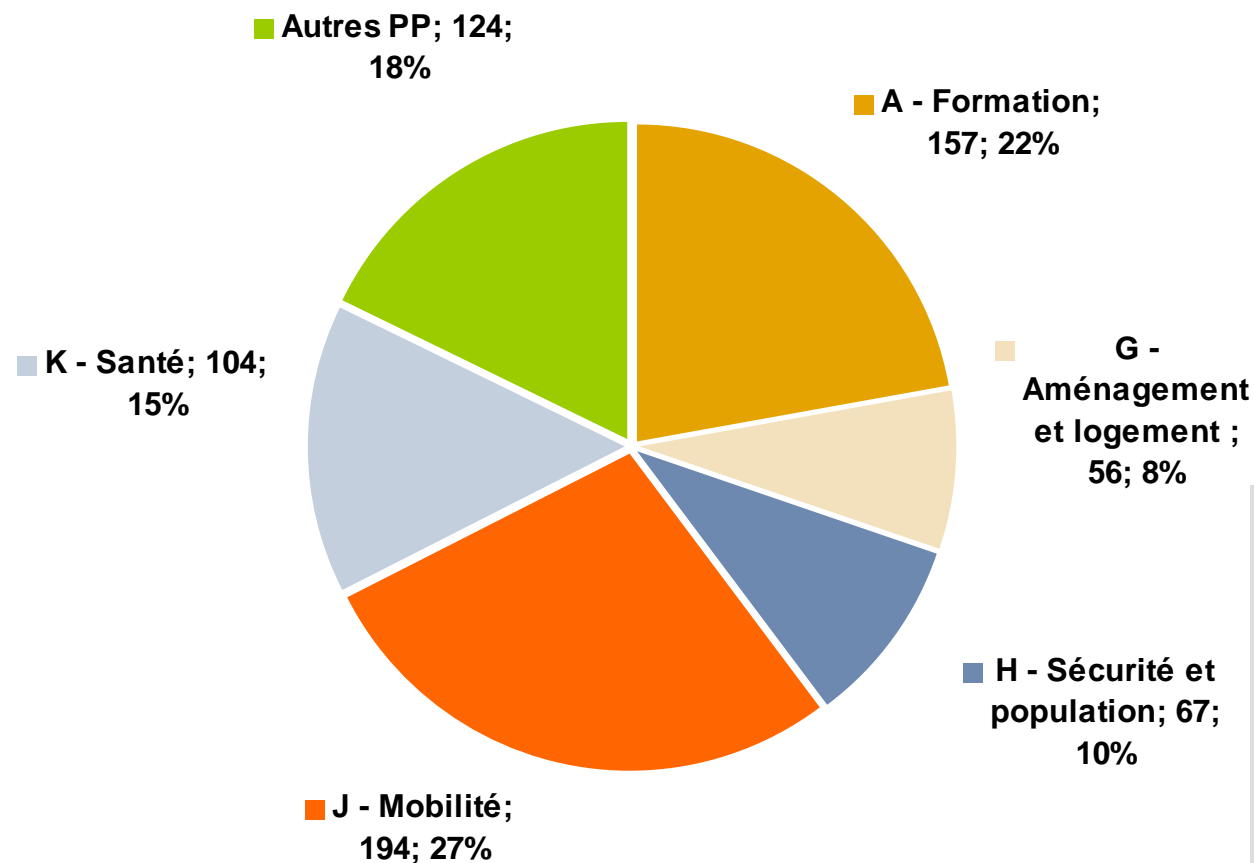
- ◆ Les investissements se **stabiliseront progressivement** au niveau élevé atteint dans les comptes 2011
- ◆ L'objectif visé à moyen terme est de revenir à **un montant supportable** plafonné à 500 millions nets par an

# Répartition des investissements

Dépenses PB 2013 = 702 millions CHF

en %

en millions CHF



Plus de 80% des investissements sont alloués à 5 politiques publiques:

- ◆ Mobilité (27%)
- ◆ Formation (22%)
- ◆ Santé (15%)
- ◆ Sécurité & population (10%)
- ◆ Aménagement & logement (8%)

# Principaux projets

◆ Les 10 principaux projets d'investissement représentent plus de **40% du total** des dépenses

N° Loi	PP	Libellé Loi	PB2013	% Dépenses totales
8719 - 10444	J	Liaison CEVA	90.0	12.8%
10008	G	LUP - achats de terrains et bâtiments	35.0	5.0%
10703	K	BDL2 - Construction / Equipement	30.0	4.3%
10418	H	Curabilis - extension et transformation	27.8	4.0%
9995	A	CMU - Construction 5ème étape	24.6	3.5%
10516	A	HEG Batelle - bâtiment B	18.0	2.6%
8662 - 10441	J	Traversée de Vérenaz - tranchée couverte	17.0	2.4%
10667	K	HUG maternité Etape 3.3 - construction / équipement	15.0	2.1%
10822	A	CMU - Construction 6ème étape	13.0	1.9%
H.1.50	J	Extension du réseau tramways	10.2	1.4%
<b>Dépenses totales 2013 :</b>			<b>280.6</b>	<b>40.0%</b>



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

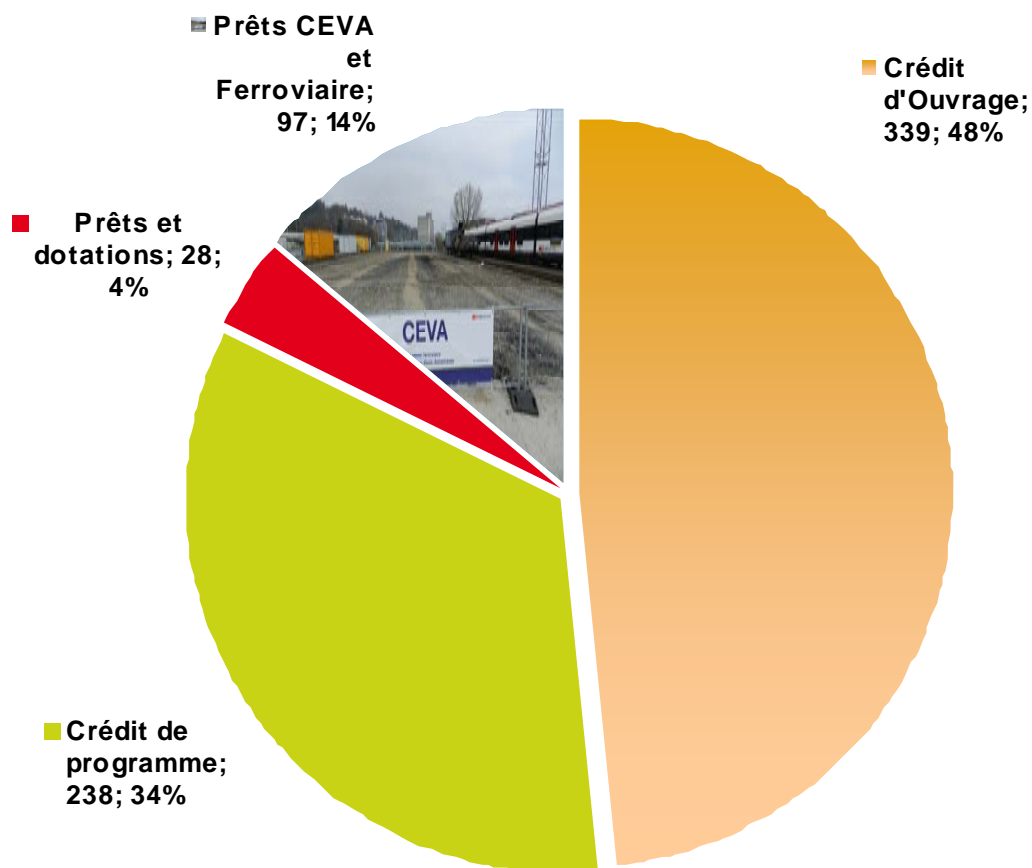
[www.ge.ch/finances](http://www.ge.ch/finances)

# Prépondérance des nouvelles infrastructures

Dépenses PB 2013 = 702 millions CHF

en %

en millions CHF



- ◆ **Presque deux tiers** des dépenses sont affectés aux crédits d'ouvrage, soit aux projets visant à réaliser de **nouvelles infrastructures** (y compris CEVA et infrastructures ferroviaires)
- ◆ Les crédits de programme (maintien et renouvellement du patrimoine administratif) représentent **un tiers des dépenses**
- ◆ Le solde, environ 4% des dépenses, est principalement consacré aux dotations et acquisitions en faveur des **logements d'utilité publique (LUP)**



# Conclusion

## La stratégie de l'atterrissage en douceur

- ◆ est la réponse la plus sensée aux incertitudes et à l'inévitable marge d'erreur
- ◆ permet de respecter les engagements pris devant le peuple
  - Poursuite de la **réforme du CO**
  - Renforcement de la **chaîne sécuritaire**
  - Poursuite du développement des **transports publics**

## Toutefois...

- ◆ La mise en œuvre du **frein à l'endettement** en 2014 ne peut être exclue et le Conseil d'Etat a le devoir de se préparer à cette éventualité
- ◆ Lors de l'examen du PB 2013 et du PFQ, le Conseil d'Etat collaborera avec le Grand Conseil en vue d'identifier de **nouvelles économies et des nouvelles recettes** pour accélérer le retour à l'équilibre sans péjorer les conditions-cadres



**Merci de votre  
attention!**

**Questions ?**



POST TENEBRAS LUX

[www.ge.ch/finances](http://www.ge.ch/finances)

Page 42